

**AUPRÈS DE LA CHAMBRE DE PREMIERE INSTANCE
DES CHAMBRES EXTRAORDINAIRES AU SEIN DES TRIBUNAUX
CAMBODGIENS**

Dépôt

Dossier n° : 002/19-09-2007-ECCC/TC

Partie déposante : Les co-avocats de la défense de M. KHIEU Samphan

Déposé auprès de : La Chambre de Première Instance

Langue originale : FRANÇAIS

Date du document : 14 janvier 2011

Classement

Classement suggéré par la partie déposante : PUBLIC

សាធារណៈ / Public

Classement arrêté par la Chambre de Première Instance:

Statut du classement :

Réexamen du classement provisoire :

Nom du fonctionnaire du service des dossiers et archives :

Signature:

**DEMANDE D'ACCES AU DOSSIER 002
ET AU CENTRE DE DETENTION DES CETC**

Déposée par:

Avocats de la défense de M. KHIEU

Samphan

Me SA Sovan

Me Jacques VERGES

Me Philippe GRECIANO

Auprès de:

La Chambre de Première Instance

M. NIL Nonn

Mme. Silvia CARTWRIGHT

M. YA Sokhan

M. Jean-Marc LAVERGNE

M. THOU Mony

Assistés de :

Mme SENG Socheata

M. Frédéric HIVON

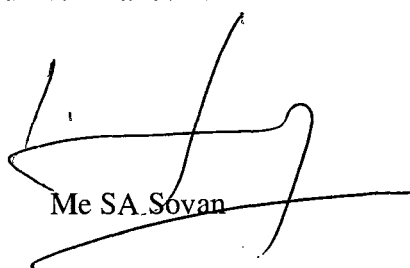
Mlle Shéhérazade BOUARFA

ឯកសារដើម	
ORIGINAL DOCUMENT/DOCUMENT ORIGINAL	
ថ្ងៃ ខែ ឆ្នាំ ទទួល (Date of receipt/Date de reception):	
14 / 01 / 2011	
ម៉ោង (Time/Heure):	
14 : 08	
មន្ត្រីទទួលបន្ទុកសំណុំរឿង (Case File Officer/L'agent chargé du dossier):	
Uch Arun	

**DEMANDE D'ACCÈS AU DOSSIER 002
ET AU CENTRE DE DÉTENTION DES CETC**

1. Les co- avocats de la défense soumettent la présente demande d'accès au dossier 002 et au centre de détention des CETC.
2. A compter du 10 janvier 2011, M. Archibald CELEYRON est assigné comme stagiaire au sein de l'équipe de M. KHIEU Samphan, et ce pour 6 mois. Pendant cette durée, les co-avocats de la défense demandent aux juges de la Chambre de Première Instance de bien vouloir l'autoriser à consulter le dossier 002/19-09-2007 et à recevoir toute notification de documents.
3. Les co- avocats prient également la Chambre de Première Instance de bien vouloir autoriser M. Archibald CELEYRON à accéder au centre de détention des CETC pour rencontrer leur client M. KHIEU Samphan et assister le travail de la défense.
4. L'intéressé s'engage pour sa part à ne pas divulguer les informations auxquelles il aura accès dans ce cadre.

Pour les co-avocats


Me SA. Sovan